

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 5

MAI 2025

14^{ème} année

Nouvelle nomenclature des activités économiques

Source : SPF Economie

Les entreprises doivent vérifier leurs données

Depuis le 1^{er} janvier 2025, la nouvelle nomenclature belge des activités économiques (NACE-BEL 2025) est entrée en vigueur. Les anciens codes NACE-BEL ont été automatiquement convertis en nouveaux codes. Les entreprises sont invitées à vérifier et éventuellement corriger leurs données enregistrées dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

Cette nouvelle version remplace celle qui était d'application depuis 2008. Les codes NACE-BEL sont des codes numériques utilisés pour classer les activités économiques en Belgique. Ces codes sont utilisés pour l'inscription des activités exercées par les entreprises dans la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) et sont utilisés par de nombreuses administrations publiques pour classer les entreprises et suivre leur activité économique.

Conversion automatique

Toutes les activités actives dans la BCE, et qui sont inscrites avec un code NACE-BEL 2008, ont été automatiquement converties vers un code NACE-BEL 2025. Les nouvelles entités créées sont quant à elles directement inscrites avec un nouveau code NACE-BEL 2025.

Il se peut toutefois que cette conversion ne reflète pas correctement les activités réellement exercées par l'entreprise.

- Or, des données incorrectes ou incomplètes peuvent conduire les services publics à tirer des conclusions erronées et entraîner un travail administratif ainsi que des coûts inutiles.
- Si les données de l'entreprise sont erronées, elle risque par ailleurs de passer à côté de primes ou de subventions, ou même de payer trop d'impôts.
- Il est également important que les clients ou fournisseurs aient une image correcte des activités d'une entreprise.

C'est la raison pour laquelle les entreprises sont invitées à vérifier l'exactitude de leurs données enregistrées dans la BCE, et à les corriger le cas échéant. Elles peuvent le faire gratuitement via l'application « My Enterprise »



TABLE DES MATIERES

Page 1
Nouvelle nomenclature des Activités économiques

Page 2
Commerçant Alcool et/ou Tabac

Page 3
Inondations 2021

Page 4
Salaire garanti prolongé
Job étudiant

DATES IMPORTANTES

- Pour le 5 mai : paiement de la provision ONSS ;
- Pour le 20 mai : paiement de la TVA pour les assujettis mensuels et de l'éventuel acompte pour les assujettis trimestriels.

FERMETURE BUREAUX

Nos bureaux seront fermés :

- Du jeudi 01/05/25 au dimanche 04/05/2025 inclus
- Du jeudi 29/05/25 au dimanche 01/06/2025 inclus

INDICE DE AVRIL 2025

BASE	INDICE SANTE
2013	134,77
2004	162,76
1996	185,17

Commerçant Alcool et/ou Tabac

Source : SPF Finances

Nouvelle autorisation « Commerçant Alcool et Tabac » à partir du 1^{er} mai



La nouvelle autorisation **remplace trois autorisations** auparavant distinctes :

- l'autorisation « Alcool éthylique et boissons alcoolisées – Commerçant »
- la déclaration de profession « 108 » – Commerçant de tabacs manufacturés déjà mis à la consommation en Belgique (et la « 109 » correspondante)
- la déclaration de profession « 108 » – Commerçant de tabacs bruts (et la « 109 » correspondante) et est également mise en œuvre pour les commerçants de produits assimilés aux tabacs manufacturés déjà mis à la consommation en Belgique.

Activités concernées

Les personnes suivantes doivent **obligatoirement demander l'autorisation « Commerçant Alcool et Tabac »**, qu'elles soient ou non déjà titulaires d'une ou de plusieurs autorisations qu'elle remplace :

- les personnes qui font commerce d'alcool éthylique et/ou de boissons alcoolisées déjà mis à la consommation en Belgique ;
- les personnes qui font commerce de tabacs manufacturés (à savoir les cigarettes, cigares, tabac à fumer - tabac à rouler, blunts, tabac à pipe -, tabac pour pipe à eau et produits à base de cannabis) et/ou de produits assimilés aux tabacs manufacturés (à savoir les produits du tabac chauffés - pas encore autorisés - et les e-liquides) déjà mis à la consommation en Belgique ;
- les personnes qui font commerce de tabacs bruts (tabacs non manufacturés).

Horeca

- Les établissements tels que les hôtels, restaurants et cafés, où les boissons alcoolisées sont **uniquement consommées sur place**, ne doivent **pas être enregistrés** via cette autorisation.
- Par contre, si ces établissements proposent un service de **vente à emporter** et/ou de livraison à domicile d'alcool éthylique et/ou de boissons alcoolisées, **ils doivent bien être enregistrés** via cette autorisation.

Procédure à suivre

Pour obtenir et gérer cette nouvelle autorisation, il faut utiliser exclusivement le portail MyMinfin « Gestion et demande de vos autorisations en Douanes et Accises ».

Dès que la demande est validée, la délivrance, la modification et le retrait de cette nouvelle autorisation sont intégralement automatisés et instantanés.

Le titulaire d'une autorisation « Commerçant Alcool et Tabac » peut directement la consulter dans MyMinfin et, si nécessaire, la compléter / modifier, de manière autonome. Il peut également faire appel à un mandataire (comptable, secrétariat social, etc.) pour demander et gérer son autorisation.

Période de transition

Une période de transition est prévue jusqu'au 31 octobre 2025 inclus.
Pour le 1^{er} novembre 2025 au plus tard, soit à l'issue de la période de transition, tous les commerçants concernés doivent être titulaires d'une autorisation « Commerçant Alcool et Tabac ».

Inondations 2021

Source : Wallonie Entreprendre

Dispense fiscale en cas de calamité naturelle Formulaire à rentrer pour le 16 mai 2025

Le formulaire de demande en ligne est disponible sur le site web de Wallonie Entreprendre.

<https://www.1890.be/mesures-inondations/>



Nouveaux délais

- En tant qu'employeur, vous avez désormais jusqu'au **16 mai 2025** au plus tard pour remettre le formulaire de demande à Wallonie Entreprendre.
- Wallonie Entreprendre aura ensuite jusqu'au **6 juin 2025** pour fournir au SPF Finances une attestation reprenant les différents coûts et les montants de l'aide.
- Enfin, le SPF Finances aura jusqu'au **30 juin 2025** pour vous tenir informé des possibilités d'application de la dispense de versement de précompte professionnel. C'est seulement après réception de la décision positive du SPF finances, que vous pourrez appliquer effectivement la dispense.

En quoi consiste l'avantage fiscal ?

Depuis le 1^{er} août 2021, les employeurs touchés par une calamité naturelle peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une dispense de versement de précompte professionnel.

À la demande de la région, le SPF Finances peut ainsi permettre à un employeur de conserver 30% du précompte professionnel retenu sur le salaire des travailleurs occupés dans un établissement ayant subi un dommage en conséquence d'une calamité naturelle.

Cette mesure a pour objectif d'aider les employeurs à maintenir le nombre de postes de travail lorsque de telles situations se présentent.

Application de la dispense aux inondations de 2021

Les inondations survenues entre le 14 et le 16 juillet 2021 et le 24 juillet 2021 ont été ajoutées au champ d'application de la dispense fiscale. (Voir l'article de notre Lettre d'Info de mars 2025)

Salaire garanti prolongé

Source : UCM

Suite à l'« Accord de Pâques » conclu par le gouvernement, quelques media ont relayé l'information que « **les entreprises devront désormais payer les deux premiers mois de salaire en cas de maladie de leurs travailleurs** »

Précisions Importantes

1. En réalité il ne s'agit pas d'une prolongation du salaire garanti.

De façon précise l'accord prévoit ceci :

À partir du 1^{er} janvier 2026, une cotisation de solidarité sera due par les employeurs pour tout travailleur âgé de 18 à 55 ans, reconnu en incapacité primaire depuis plus de 30 jours.

2. Quel montant ?

30 % des indemnités versées par la mutualité pour une période de deux mois, calculée à partir du 31^{ème} jour d'incapacité. Donc, en prenant un exemple chiffré, pour un salaire de 3.000 € brut mensuel, le coût de cette augmentation sera de 1.080 € maximum, si le travailleur est malade trois mois.

3. Exemptions

- **PME**
Les employeurs qui occupent moins de 50 travailleurs en moyenne durant l'année du début de l'incapacité sont exonérés de cette cotisation.
- **Flexi-jobs**
- **Intérimaires**
- **Occasionnels**
- **Apprentis**

Job étudiant

Source : SPF Finances

650 h en restant « à charge » ?

Pour être « à charge » pour l'année de revenus 2025, votre enfant

- doit être domicilié à votre adresse au 1^{er} janvier 2026
- ne peut pas avoir, en 2025, des ressources personnelles supérieures au plafond :
 - 4.100 € parents mariés ou cohabitants légaux
 - 5.930 € parent isolé

Les revenus des jobs étudiants sont écartés du calcul du total des ressources personnelles jusqu'à un certain montant, **et ce montant vient d'être doublé et porté à 6.840 €.**

Votre enfant peut dès lors retirer, au maximum, le brut suivant de son job d'étudiant, compte tenu d'un forfait de frais de 20 % :

- **11.965 € parents mariés ou cohabitants légaux**
- **14.252,50 € parent isolé**

